RCS : ST DENIS DE LA REUNION
Code greffe : 9741

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de ST DENIS DE LA REUNION atteste l'exactitude des informations transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 1981 B 00069
Numéro SIREN : 322 099 078
Nom ou dénomination : J. CHATEL

Ce dépôt a été enregistré le 18/12/2023 sous le numéro de dépôt A2023/008943

# PROJET DE TRAITÉ DE FUSION

**Conclu entre**

**La SARL FINANCIERE CHATEL**

***En qualité de Société Absorbante***

**Et**

**La SA J. CHATEL**

***En qualité de Société Absorbée***

**En date du 9 novembre 2023 tel que modifié par avenant en date du 18 décembre 2023**

**ENTRE LES SOUSSIGNÉES :**

1) **FINANCIERE CHATEL**, société à responsabilité limitée au capital de 8 000,00 euros, dont le siège social est 80 rue Adolphe Pégoud – 97438 Sainte Marie (La Réunion), immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Saint Denis (La Réunion) sous le numéro 432 128 726,

Représentée par Monsieur Alain CHATEL, agissant en qualité de co-gérant, dûment habilité aux fins des présentes,

Ci-après dénommée la « **Société Absorbante** »,

**ET**

2) **J. CHATEL**, société anonyme au capital de 251 360,00 euros, dont le siège social est 10 rue de Nice – 97400 Saint Denis (La Réunion), immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Saint Denis (La Réunion) sous le numéro 322 099 078,

Représentée par Monsieur Jean CHATEL, agissant en qualité de président, dûment habilité aux fins des présentes en vertu d'une délibération du conseil d'administration en date du 9 novembre 2023, ainsi qu'il résulte de la décision ci-annexée ;

Ci-après dénommée « **la Société Absorbée** »,

Ont établi comme suit le projet de fusion aux termes duquel la Société Absorbée doit transmettre son patrimoine à la Société Absorbante.

Les stipulations prévues à cet effet sont réunies sous 15 articles :

**Table des matières**


1. EXPOSÉ PRÉALABLE ..... 3
   1.1. CARACTERISTIQUES DE LA SOCIÉTÉ ABSORBANTE ..... 3
   1.2. CARACTERISTIQUES DE LA SOCIÉTÉ ABSORBÉE ..... 4
   1.3. LIENS ENTRE LA SOCIÉTÉ ABSORBANTE ET LA SOCIÉTÉ ABSORBÉE ..... 4
2. RÉGIME JURIDIQUE DE L'OPÉRATION ..... 5
3. MOTIFS ET BUTS DE LA FUSION ..... 5
4. COMPTES DE RÉFÉRENCE ..... 5
5. ABSENCE DE PARITÉ D'ÉCHANGE ..... 5
6. EFFETS DE LA FUSION ..... 6
   6.1. DISSOLUTION DE LA SOCIÉTÉ ABSORBÉE ET TRANSMISSION DE LEUR PATRIMOINE ..... 6
   6.2. SORT DES DETTES, DROITS ET OBLIGATIONS DE LA SOCIÉTÉ ABSORBÉE ..... 6
   6.3. DATE D'EFFET DE LA FUSION DES POINTS DE VUE COMPTABLE ET FISCAL . 6
7. MODE D'ÉVALUATION DU PATRIMOINE À TRANSMETTRE ..... 7
   7.1. CRITÈRE DU TRAITEMENT COMPTABLE ..... 7
   7.2. TRAITEMENT COMPTABLE ..... 7
8. DÉSIGNATION ET ÉVALUATION DES ACTIFS ET PASSIFS À TRANSMETTRE ..... 7

9. DÉCLARATIONS ET STIPULATIONS RELATIVES AU PATRIMOINE À TRANSMETTRE 9
9.1. DÉCLARATIONS ET STIPULATIONS PARTICULIÈRES ..... 9
9.2. DÉCLARATIONS ET STIPULATIONS RELATIVES À LA PÉRIODE INTERCALAIRE ..... 12
10. BONI DE FUSION ..... 12
11. CHARGES ET CONDITIONS ..... 13
11.1. ÉNONCÉ DES CHARGES ET CONDITIONS ..... 13
11.2. AUTRES CHARGES ET CONDITIONS ..... 13
11.3. ENGAGEMENTS DE LA SOCIÉTÉ ABSORBÉE ..... 14
12. DÉCLARATIONS GÉNÉRALES ..... 15
12.1. DÉCLARATIONS GÉNÉRALES DE LA SOCIÉTÉ ABSORBÉE ..... 15
12.2. DÉCLARATIONS GÉNÉRALES DE LA SOCIÉTÉ ABSORBANTE ..... 15
13. DÉCLARATIONS FISCALES ET SOCIALES ..... 16
13.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES ..... 16
13.2. IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS ..... 16
13.3. DROITS D'ENREGISTREMENT ..... 17
13.4. TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE ..... 17
13.5. AUTRES TAXES ..... 18
13.6. CFE ..... 18
13.7. CVAE ..... 18
13.8. OPERATIONS ANTERIEURES - SUBROGATION GENERALE ..... 18
14. DATE D'EFFET JURIDIQUE DE LA FUSION ..... 19
15. STIPULATIONS DIVERSES ..... 19
15.1. POUVOIRS - FORMALITÉS ..... 19
15.2. FRAIS ET DROITS ..... 20
15.3. AFFIRMATION DE SINCÉRITÉ ..... 20
15.4. ÉLECTION DE DOMICILE ..... 20
15.5. ANNEXES ..... 20
15.6. DROIT APPLICABLE - REGLEMENT DES LITIGES ..... 20

## 1. EXPOSÉ PRÉALABLE

### 1.1. CARACTERISTIQUES DE LA SOCIÉTÉ ABSORBANTE

La Société Absorbante est une société à responsabilité limitée dont les co-gérants sont Monsieur Jean CHATEL et Monsieur Alain CHATEL.

Elle a été immatriculée le 1er juin 2000 au registre du commerce et des sociétés de Saint Denis (La Réunion) sous le numéro 432 128 726 pour une durée de quatre-vingt-dix-neuf (99) ans.

Le capital social de la Société Absorbante est de 8 000,00 euros, divisé en 500 parts de 16 euros de nominal chacune, intégralement libérées.

Son exercice social débute le 1er janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Elle a notamment pour objet : L'intervention financière en France et à l'étranger dans toutes opérations commerciales par prise de participation directe ou indirecte, création de sociétés françaises ou étrangères, apport, souscription ou achat de titres, de droits sociaux, fusion ou par tout autre moyen.

La Société Absorbante n'a pas émis de parts bénéficiaires ou privilégiées.

Le Commissaire aux Comptes de la Société Absorbante est Monsieur François VIROLEAU.

### 1.2. CARACTERISTIQUES DE LA SOCIÉTÉ ABSORBÉE

La Société Absorbée est une société anonyme dont le président du conseil d'administration est Monsieur Jean CHATEL.

Elle a été immatriculée le 1er juillet 1981 au registre du commerce et des sociétés de Saint Denis (La Réunion) sous le numéro 322 099 078 pour une durée de quatre-vingt-dix-neuf (99) ans.

Le capital social de la Société Absorbée est de 251 360,00 euros, divisé en 15 710 actions de 16 euros de nominal chacune, intégralement libérées.

Son exercice social débute le 1er janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Elle a notamment pour objet : L'intervention financière dans toutes opérations commerciales, industrielles ou autres.

Les actions de la Société Absorbée ne sont pas admises aux négociations sur un marché réglementé.

La Société Absorbée n'a pas émis de valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme à des titres représentatifs de son capital social.

Elle n'offre au public aucun titre financier.

Le Commissaire aux Comptes de la Société Absorbée est la société EXA, dont le siège social se situe 4 rue Monseigneur Mondon – 97400 Saint Denis (La Réunion).

### 1.3. LIENS ENTRE LA SOCIÉTÉ ABSORBANTE ET LA SOCIÉTÉ ABSORBÉE

La Société Absorbante détient 15 710 actions de la Société Absorbée, soit la totalité des actions composant le capital de la Société Absorbée.

La Société Absorbante et la Société Absorbée déclarent qu'elles sont imposées à l'impôt sur les sociétés en application de l'article 206-5 du Code général des impôts.

Monsieur Jean CHATEL, co-gérant de la Société Absorbante est également Président de la Société Absorbée.

## 2. RÉGIME JURIDIQUE DE L'OPÉRATION

L'opération projetée est soumise au régime juridique des fusions défini par les articles L.236-1 et suivants et R.236-1 et suivants du code de commerce.

La Société Absorbante détenant 100 % du capital social de la Société Absorbée, l'opération sera réalisée conformément aux dispositions de l'article L.236-11 du code de commerce.

Sur le plan comptable, l'opération est soumise au règlement n° 2004-01 du comité de la réglementation comptable.

Sur le plan fiscal, elle est placée sous le régime défini à l'article 13.1 du présent traité.

## 3. MOTIFS ET BUTS DE LA FUSION

La fusion de la société J. CHATEL par la société FINANCIERE CHATEL s'inscrit dans le cadre des mesures de rationalisation et de simplification des structures du groupe dont ces deux sociétés font parties.

Elle devrait à la fois permettre :
- d'accroître l'efficacité du groupe ;
- de rendre plus lisible la structure du groupe pour les partenaires commerciaux ; et
- de réduire les coûts globaux de gestion administrative et fonctionnelle du groupe.

## 4. COMPTES DE RÉFÉRENCE

Les termes et conditions du présent traité de fusion ont été établis par les deux sociétés soussignées, sur la base de leurs comptes arrêtés au 31 décembre 2022, date de clôture du dernier exercice social de chacune des sociétés intéressées, et régulièrement approuvés.

Les comptes de la Société Absorbante et de la Société Absorbée clos le 31 décembre 2022 sont joints en **Annexe 1**.

## 5. ABSENCE DE PARITÉ D'ÉCHANGE

La Société Absorbante détenant, à la date des présentes, la totalité des actions composant le capital social de la Société Absorbée, cette opération constitue une fusion renonciation intégrale et est soumise aux dispositions de l'article L.236-11 du code de commerce.

En conséquence, il n'y aura pas lieu d'augmenter le capital de la Société Absorbante en rémunération de l'apport-fusion de la Société Absorbée, ni de procéder à l'échange des actions de la Société Absorbée contre des titres de la Société Absorbante conformément à l'article L.236-3 du Code de commerce, ni corrélativement de déterminer un rapport d'échange entre les actions de la Société Absorbée d'une part et des titres de la Société Absorbante d'autre part.

## 6. EFFETS DE LA FUSION

### 6.1. DISSOLUTION DE LA SOCIÉTÉ ABSORBÉE ET TRANSMISSION DE LEUR PATRIMOINE

La fusion entrainera la dissolution sans liquidation de la Société Absorbée et la transmission universelle de son patrimoine à la Société Absorbante, dans l'état où celui-ci se trouvera à la date de réalisation définitive de la fusion.

À ce titre, l'opération emportera transmission au profit de la Société Absorbante de tous les droits, biens et obligations de la Société Absorbée.

Si la transmission de certains biens se heurte à un défaut d'agrément de la Société Absorbante ou à l'exercice d'un droit de préemption, elle portera sur les créances substituées ou sur le prix de rachat des biens préemptés.

### 6.2. SORT DES DETTES, DROITS ET OBLIGATIONS DE LA SOCIÉTÉ ABSORBÉE

La Société Absorbante sera débitrice de tous les créanciers de la Société Absorbée en leur lieu et place et sera subrogée dans tous ses droits et obligations.

Elle prendra en charge les engagements donnés par la Société Absorbée et elle bénéficiera des engagements reçus par elle, tels qu'ils figurent hors bilan dans leurs comptes et ce, le cas échéant, dans les limites fixées par le droit positif.

### 6.3. DATE D'EFFET DE LA FUSION DES POINTS DE VUE COMPTABLE ET FISCAL

Conformément aux dispositions de l'article L. 236-4 du Code de commerce, il est précisé que la présente fusion aura, d'un point de vue comptable et fiscal, un effet rétroactif au 1er janvier 2023 (la « **Date d'Effet de la fusion** »), date qui n'est pas antérieure à la clôture du dernier exercice clos de la Société Absorbée. Cette rétroactivité n'a d'effet qu'entre les sociétés J. CHATEL et FINANCIERE CHATEL.

Ainsi, et de convention expresse entre les sociétés participantes, la Société Absorbée transmettra à la Société Absorbante tous les éléments composant leur actif et leur passif, ainsi que tous leurs engagements hors bilan, même si certains desdits éléments et engagements avaient été omis dans la désignation des apports faits ci-après et, de son côté, la Société Absorbante recueillera tous les éléments constituant l'actif et le passif de la Société Absorbée, ainsi que tous ses engagements hors bilan, y compris ceux qui viendraient à être omis dans le présent acte, dans l'état où ces éléments se trouveront à la date de réalisation définitive de la fusion.

En conséquence, et conformément aux dispositions de l'article R. 236-1 du Code de commerce, les opérations réalisées par la Société Absorbée à compter de la Date d'Effet de la fusion et jusqu'à la Date de réalisation définitive de la fusion, telle que définie au Chapitre IV, seront considérées de plein droit comme étant faites pour le compte de la Société Absorbante qui supportera exclusivement les résultats actifs ou passifs de l'exploitation des biens transmis.

## 7. MODE D'ÉVALUATION DU PATRIMOINE À TRANSMETTRE

### 7.1. CRITÈRE DU TRAITEMENT COMPTABLE

Au regard du règlement n° 2004-01 du Comité de la réglementation comptable, le projet implique des sociétés sous contrôle commun, la Société Absorbante contrôlant la Société Absorbée, et l'opération de fusion est conclue à l'endroit.

### 7.2. TRAITEMENT COMPTABLE

Conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) n° 2019-06 du 8 novembre 2019 (PCG art. 710-1 et 720-1), s'agissant d'une opération de restructuration interne impliquant des sociétés sous contrôle commun, les éléments d'actif et de passif de la Société Absorbée sont apportés à la valeur nette comptable au 31 décembre 2022.

## 8. DÉSIGNATION ET ÉVALUATION DES ACTIFS ET PASSIFS À TRANSMETTRE

La Société Absorbée apporte, sous les garanties ordinaires de fait et droit en la matière, à la Société Absorbante, l'ensemble des biens, droits et obligations, actifs et passifs, sans exception ni réserve, qui constitueront son patrimoine à la date de réalisation de la présente fusion.

Il est précisé que l'énumération ci-après n'a qu'un caractère indicatif et non limitatif, le patrimoine de la Société Absorbée devant être dévolu à la Société Absorbante dans l'état où il se trouvera à la date de réalisation définitive de l'opération.

La comptabilisation dans les comptes de la Société Absorbante des actifs apportés s'effectuera par la reprise, à l'identique, des valeurs brutes, des amortissements et des provisions pour dépréciation afférents à ces actifs figurant dans les comptes de la Société Absorbée au 1er janvier 2023, conformément aux articles 710-1 et 720-1 du Plan Comptable Général.

### 8.1. APPORT DE LA SOCIÉTÉ J. CHATEL

#### 8.1.1. Actif apporté

| ACTIFS | Brut | Amortissements / Provisions | Net |
|---|---|---|---|
| **Immobilisations incorporelles** | 0 | 0 | 0 |
| **Immobilisations corporelles** | **893 035** | 525 585 | **367 450** |
| Terrains | 125 647 | | 125 647 |
| Constructions | 767 387 | 525 585 | 241 803 |



JA

| | | | |
|---|---|---|---|
| Matériels, machines et installations techniques | 0 | 0 | 0 |
| Autres immobilisations corporelles | 0 | 0 | 0 |
| **Immobilisations financières (dont le détail figure en annexe)** | **8 039 679** | 70 000 | **7 969 679** |
| Stocks (dont détail figure en annexe) | | | 0 |
| Valeurs réalisées et disponibles | | | 0 |
| Créances et disponibilités | **1 671 237** | | **1 671 237** |
| **TOTAL DES ACTIFS** | **10 603 951** | 595 585 | **10 008 366** |

8.1.2. Passif pris en charge

| **PASSIFS** | **Net** |
|---|---|
| Provisions réglementées | 683 913 |
| Provisions pour risques et charges | 0 |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit | 121 605 |
| Emprunts et dettes financières divers | 1 556 290 |

| | |
|---|---|
| Dettes fournisseurs | 104 660 |
| Dettes fiscales et sociales | 0 |
| Autres dettes | 192 659 |
| Impôts différés sur amortissements dérogatoires | 0 |
| **TOTAL DES PASSIFS** | **2 659 127** |

8.1.3. Actif net apporté

Les éléments d'actifs étant évalués au 31 décembre 2022 à .....10 008 366 euros

Le passif pris en charge à la même date s'élevant à .....2 659 127 euros

L'actif net apporté par la Société Absorbée à la Société Absorbante s'élève donc à **7 349 239 euros**.

8.1.4. Engagements hors-bilan

Il est en outre précisé qu'en dehors du passif effectif ci-dessus, la Société Absorbante prendra à sa charge tous les engagements qui ont pu être contractés par la Société Absorbée et qui, en raison de leur caractère éventuel, sont repris "hors-bilan" dans les comptes de la Société Absorbée.

## 9. DÉCLARATIONS ET STIPULATIONS RELATIVES AU PATRIMOINE À TRANSMETTRE

### 9.1. DÉCLARATIONS ET STIPULATIONS PARTICULIÈRES

- **Déclarations générales**

La Société Absorbée n'a fait l'objet d'aucune demande en nullité ou en dissolution, ni d'aucune procédure de redressement ou de liquidation judiciaire, ni d'aucune procédure de sauvegarde, ni d'aucune procédure équivalente laissant supposer qu'elles rencontrent des difficultés financières ; elle n'est pas en état de cessation des paiements.

Il n'existe aucune situation pouvant permettre à un tiers de réclamer sa dissolution ou sa liquidation.

Aucun des éléments transmis n'est grevé d'aucune inscription de privilège du vendeur, nantissement, warrant, ou gage quelconque, ainsi que l'atteste l'état des inscriptions délivrés par le Greffe du Tribunal Mixte de Commerce de Saint Denis (La Réunion) et arrêté en date du 6 novembre 2023 (dont copie figurent en **Annexe 2**), lesdits éléments étant de libre disposition entre les mains de la Société Absorbée, sous réserve de l'accomplissement des formalités nécessaires pour la régularité de leur mutation.

- **Concernant le fonds de commerce**

La Société Absorbée ne détient aucun fonds de commerce.

- **Concernant les biens et droits immobiliers**

La Société Absorbée est propriétaire des biens immobiliers figurant au cadastre sous les références suivantes :

| | | | Contenance | | |
|---|---|---|---|---|---|
| Désignation | Lieudit | Statut | ha | a | ca |
| | Propriétés bâties | | | | |
| 05 AW 116 | 6 chemin CHATEL – 97437 saint benoît | Forêt | | | |
| 13 EW 311 | 12 rue des Mouettes – Saint Paul | Foncier | | | |
| 13 EW 311 | 12 rue des Mouettes – Saint Paul | Foncier | | | |
| 13 EW 311 | 12 rue des Mouettes – Saint Paul | Foncier | | | |
| 71 HV 192 | 72 avenue Eudoxie Nonge – 97490 Sainte Clotilde Lots 71 et 196 | Promesse de vente signée le 12-07-2023 | 00 | 91 | 71 |
| 71 HV 192 | 72 avenue Eudoxie Nonge – 97490 Sainte Clotilde Lots 29 et 183 | Promesse de vente signée le 09-10-2023 | 00 | 91 | 71 |
| 71 HV 192 | 72 avenue Eudoxie Nonge – 97490 Sainte Clotilde Lot 135, 202 et 320 | Location | 00 | 91 | 711 |
| | Propriétés non bâties | | | | |
| 05 AW 116 | 6 chemin CHATEL – 97437 Saint Benoît | Forêt | 6<br>6 | 42<br>37 | 75<br>75 |
| 05 AW 117 | Le Cratere – 97437 Saint Benoît | Forêt | | 44 | 50 |
| 05 AW 118 | Le Cratere – 97437 Saint Benoît | Forêt | | 64 | 50 |
| 05 AW 119 | Le Cratere – 97437 Saint Benoît | Forêt | 2 | 73 | 50 |
| 05 AW 120 | Le Cratere – 97437 Saint Benoît | Forêt | 1 | 74 | 00 |
| 05 AW 125 | Le Cratere – 97437 Saint Benoît | Forêt | 2 | 72 | 00 |

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| 05 AW 138 | Le Cratere – 97437 Saint Benoît | Forêt | | 2 | 25 |
| 05 AW 181 | Le Cratere – 97437 Saint Benoît | Forêt | 22 | 19 | 79 |
| 05 AW 219 | Le Cratere – 97437 Saint Benoît | Forêt | 1 | 34 | 11 |
| 05 AW 736 | 181 route du Cratere – 97437 Saint Benoît | Forêt | | 65 | 34 |
| 05 AZ 5 | Massif du Cratere – 97437 Saint Benoît | Forêt | 86 | 72 | 00 |
| 13 EW 239 | 10 rue des Mouettes – Saint Paul | | | 7 | 24 |
| 13 EW 310 | 12 rue de des Mouettes – Saint Paul | | | 8 | 14 |
| 13 EW 311 | 12 b rue des Mouettes – Saint Paul | | | 9 | 85 |

La Société Absorbante remplira toutes formalités légales de publicité relatives à l'apport des biens immobiliers précités effectués au titre de la fusion.

La Société Absorbante fera son affaire personnelle des déclarations et formalités nécessaires auprès de toutes administrations qu'il appartiendra, pour faire mettre à son nom lesdits biens.

La Société Absorbante remplira, d'une manière générale, toutes formalités nécessaires en vue de rendre opposable aux tiers la transmission desdits biens.

Il est par ailleurs rappelé que l'opération emportant transmission au profit de la Société Absorbante de tous les droits, biens et obligations de la Société Absorbée, tout bjen immobilier dont la description aurait été omise dans le présent traité de fusion sera de droit transmis à la Société Absorbante. Les Parties conviennent dans cette hypothèse d'établir un avenant au présent traité qui décrira plus amplement les biens qui auraient été omis, et ce afin de permettre au notaire mandaté de procéder aux formalités de publicité foncière requises.

- **Concernant le personnel**

La Société Absorbée n'emploie aucun salarié.

- **Concernant les droits de propriété intellectuelle et industrielle**

La Société Absorbée déclare n'être titulaire d'aucune marque.

- **Concernant les contrats *intuitu personae***

Au cas où la transmission de certains contrats ou de certains biens serait subordonnée à l'agrément préalable ou à l'information d'un cocontractant ou d'un tiers quelconque, la Société Absorbée se chargera de l'obtention desdits agréments ou de ladite information et s'engage à en rendre compte à la Société Absorbante.

- **Concernant les emprunts**

La Société Absorbée déclare n'avoir aucun autre emprunt bancaire que ceux exposés précédemment, au passif de leur bilan.

- **Concernant le nantissement des titres de la Société Absorbée**

Les titres de la Société Absorbée n'ont fait l'objet d'aucun nantissement de compte d'instrument financier.

## 9.2. DÉCLARATIONS ET STIPULATIONS RELATIVES À LA PÉRIODE INTERCALAIRE

La Société Absorbante sera propriétaire et entrera en possession des biens et droits apportés, à titre de fusion, à compter du jour de la réalisation définitive de ladite fusion.

Le représentant de la Société Absorbée déclare qu'il continuera de gérer la Société selon les mêmes principes que précédemment, mais s'engage à demander l'accord préalable de la Société Absorbante pour tout acte important susceptible d'affecter les biens et droits apportés.

La Société Absorbante en aura jouissance rétroactivement à compter du 1er janvier 2023. Il est expressément stipulé que toutes les opérations effectuées par la Société Absorbée à compter du 1er janvier 2023 jusqu'à la date de réalisation seront considérées de plein droit comme l'ayant été par la Société Absorbante, ladite société acceptant dès maintenant, au jour où la remise des biens lui en sera faite, les actifs et passifs qui existeront alors comme tenant lieu de ceux existant au 1er janvier 2023.

A cet égard, le représentant de la Société Absorbée déclare qu'il n'a été fait depuis le 1er janvier 2023 aucune opération autre que les opérations de gestion courante et qu'il s'engage à n'en faire aucune entre la date de la signature des présentes et celle de la réalisation définitive de la fusion.

Les sociétés reconnaissent que cette rétroactivité emporte un plein effet fiscal, dont elles s'engagent à accepter toutes les conséquences.

D'une manière générale, la Société Absorbante sera subrogée purement et simplement, dans tous les droits, actions, obligations et engagements divers de la Société Absorbée, dans la mesure où ces droits, actions, obligations et engagements se rapportent aux biens faisant l'objet du présent apport.

## 10. BONI DE FUSION

Ainsi qu'il a été dit ci-dessus, l'actif net apporté par la Société Absorbée à la Société Absorbante s'élève donc à 7 349 239 euros.

Conformément aux dispositions de l'article L. 236-3, II du Code de commerce, et dès lors que la Société Absorbante détient à ce jour la totalité des actions représentant l'intégralité du capital de la Société Absorbée et qu'elle s'engage à les conserver jusqu'à la date de réalisation définitive de la fusion, il ne pourra pas être procédé à l'échange des actions de la Société Absorbée contre des parts de la Société Absorbante.

L'apport-fusion ne sera pas rémunéré par l'émission de nouvelles parts de la Société Absorbante et ne donnera lieu à aucune augmentation de son capital ni à aucune détermination d'un rapport d'échange.

La différence entre l'actif net transféré par la Société Absorbée qui est fixé à 7 349 239 euros et la valeur nette comptable des actions de ladite société détenues par la Société Absorbante, telle qu'inscrite à l'actif du bilan de la Société Absorbante, qui s'élève à 3 313 092 euros, représente un boni de fusion d'un montant de 4 036 147 euros.

## 11. CHARGES ET CONDITIONS

### 11.1. ÉNONCÉ DES CHARGES ET CONDITIONS

**Les biens apportés sont libres de toutes charges et conditions autres que celles ici rappelées :**

A) La Société Absorbante prendra les biens apportés par la Société Absorbée dans l'état où ils se trouveront à la date de réalisation de la fusion, sans pouvoir exercer aucun recours contre la Société Absorbée, pour quelque cause que ce soit et notamment pour usure ou mauvais état des installations, du mobilier et des matériels ou outillages apportés, erreur dans la désignation et la contenance des biens, quelle qu'en soit l'importance.

B) Ainsi qu'il a déjà été dit, les apports de la Société Absorbée sont consentis et acceptés moyennant la charge pour la Société Absorbante de payer l'intégralité du passif de la Société Absorbée, tel qu'énoncé plus haut, et d'une manière générale, tel que ce passif existera au jour de la réalisation définitive de la fusion projetée.

Il est précisé ici que le montant ci-dessus indiqué du passif de la Société Absorbée à la date du 31 décembre 2022, donné à titre purement indicatif, ne constitue pas une reconnaissance de dettes au profit de prétendus créanciers qui seront tenus, dans tous les cas, d'établir leurs droits et de justifier de leurs titres.

Enfin, la Société Absorbante prendra à sa charge les passifs qui n'auraient pas été comptabilisés et transmis en vertu du présent acte, ainsi que les passifs, ayant une cause antérieure au 31 décembre 2022, mais qui ne se révèleraient qu'après la réalisation définitive de la fusion.

### 11.2. AUTRES CHARGES ET CONDITIONS

**L'absorption est, en outre, faite sous les autres charges et conditions suivantes :**

A) La Société Absorbante aura tous pouvoirs, dès la réalisation de la fusion, notamment pour intenter ou défendre à toutes actions judiciaires en cours ou nouvelles, au lieu et place de la Société Absorbée et relatives aux biens apportés, pour donner tous acquiescements à toutes décisions, pour recevoir ou payer toutes sommes dues en suite des sentences ou transactions.

B) La Société Absorbante supportera et acquittera, à compter du jour de la réalisation de la fusion, les impôts et taxes, primes et cotisations d'assurances, ainsi que toutes charges quelconques, ordinaires ou extraordinaires, grevant ou pouvant grever les biens et droits apportés et celles qui sont ou seront inhérentes à l'exploitation ou à la propriété des biens apportés.

C) La Société Absorbante exécutera, à compter du jour de la réalisation de la fusion, tous traités, marchés et conventions intervenus avec des tiers et avec le personnel, relativement à l'exploitation des biens apportés, toutes assurances contre l'incendie, les accidents et autres risques et sera subrogée dans tous les droits et obligations en résultant à ses risques et périls, sans recours contre la Société Absorbée.

D) Elle se conformera aux lois, décrets, arrêtés, règlements et usages concernant les exploitations de la nature de celle dont font partie les biens apportés et fera son affaire personnelle de toutes autorisations qui pourraient être nécessaires, le tout à ses risques et périls.

E) La Société Absorbante sera subrogée, à compter de la date de la réalisation définitive de la fusion dans le bénéfice et la charge de tous contrats, traités, conventions, marchés de toute nature liant valablement la Société Absorbée à tout tiers pour l'exploitation de son activité ainsi que

dans le bénéfice ou la charge de toutes autorisations administratives qui auraient été consenties à la Société Absorbée.

Elle fera son affaire personnelle de l'obtention de l'agrément par tous tiers à cette subrogation, la Société Absorbée s'engageant, pour sa part, à entreprendre, chaque fois que cela sera nécessaire, les démarches en vue du transfert de ces contrats.

F) La Société Absorbante prendra les biens immobiliers à elle apportés dans l'état où ils existeront lors de la prise de possession, sans pouvoir exercer aucun recours ni répétition contre la Société Absorbée, à raison de fouilles ou excavations qui auraient pu être pratiquées sous les immeubles, et de tous éboulements qui pourraient en résulter par la suite, la nature du sol et du sous-sol n'étant pas garantie, comme aussi sans aucune garantie en ce qui concerne soit l'état des immeubles dépendant des biens apportés et les vices de toute nature, apparents ou cachés, soit enfin la désignation ou les contenances indiquées, toute erreur dans la désignation et toute différence de contenance en plus ou en moins, s'il en existe, devant faire le profit ou la perte de la Société Absorbante.

G) La Société Absorbante souffrira les servitudes passives, grevant ou pouvant grever les immeubles dont dépendent les biens apportés, sauf à s'en défendre et à profiter de celles actives, s'il en existe, le tout à ses risques et périls, sans recours contre la Société Absorbée et sans que la présente clause puisse donner à qui que ce soit plus de droit qu'il n'en aurait en vertu de titres réguliers non prescrits ou de la loi.

A cet égard, le représentant de la Société Absorbée déclare que ladite société n'a personnellement créé ni laissé acquérir aucune servitude sur les biens apportés et qu'à sa connaissance, il n'existe aucune servitude sauf celles pouvant résulter des titres de propriété, de la situation naturelle des lieux, de l'urbanisme et de tous titres et pièces, lois et décrets en vigueur.

### 11.3. ENGAGEMENTS DE LA SOCIÉTÉ ABSORBÉE

**La Société Absorbée prend les engagements ci-après :**

A) La Société Absorbée s'oblige jusqu'à la date de réalisation de la fusion, à poursuivre l'exploitation de son activité, avec les mêmes principes que par le passé, et à ne rien faire, ni laisser faire qui puisse avoir pour conséquence d'entraîner sa dépréciation.

De plus, jusqu'à la réalisation définitive de la fusion, la Société Absorbée s'oblige à n'effectuer aucun acte de disposition du patrimoine social de ladite société sur des biens, objets du présent apport, en dehors des opérations sociales courantes, sans accord de la Société Absorbante, et à ne contracter aucun emprunt exceptionnel sans le même accord, de manière à ne pas affecter les valeurs conventionnelles de l'apport sur le fondement desquelles ont été établies les bases financières de l'opération projetée.

B) Elle s'oblige à fournir à la Société Absorbante, tous les renseignements dont cette dernière pourrait avoir besoin, à lui donner toutes signatures et à lui apporter tous concours utiles pour lui assurer vis-à-vis de quiconque la transmission des biens et droits compris dans les apports et l'entier effet des présentes conventions.

Elle devra, notamment, à première réquisition de la Société Absorbante, faire établir tous actes complémentaires, réitératifs ou confirmatifs des présents apports et fournir toutes justifications et signatures qui pourraient être nécessaires ultérieurement.

C) Au cas où la transmission de certains contrats ou de certains biens serait subordonnée à l'accord ou à l'agrément d'un cocontractant ou d'un tiers quelconque, le représentant de la Société

Absorbée sollicitera en temps utile les accords ou décisions d'agrément nécessaires, et en justifiera à la Société Absorbante dans les meilleurs délais avant la réalisation de la fusion.

D) La Société Absorbée s'oblige à remettre et à livrer à la Société Absorbante aussitôt après la réalisation définitive des présents apports, tous les biens et droits ci-dessus apportés, ainsi que tous titres et documents de toute nature s'y rapportant.

## 12. DÉCLARATIONS GÉNÉRALES

### 12.1. DÉCLARATIONS GÉNÉRALES DE LA SOCIÉTÉ ABSORBÉE

**Monsieur Jean CHATEL, ès-qualités, déclare :**

- Que la Société Absorbée n'est pas et n'a jamais été en état de cessation des paiements, en situation de redressement ou de liquidation judiciaires, ne fait l'objet d'aucune procédure de sauvegarde et qu'elle a, de manière générale, la pleine capacité de disposer de ses droits et biens ;

- Qu'elle n'est actuellement, ni susceptible d'être ultérieurement, l'objet d'aucune poursuite pouvant entraver ou interdire l'exercice de son activité ;

- Qu'elle a obtenu toutes les autorisations contractuelles, administratives ou autres qui pourraient être nécessaires pour assurer valablement la transmission des biens apportés, y compris le consentement des bailleurs de locaux loués si celui-ci s'avérait nécessaire ;

- Que les créances et valeurs mobilières apportées, notamment les titres de participation, sont de libre disposition ; qu'elles ne sont grevées d'aucun nantissement ; que les procédures d'agrément préalable auxquelles pourrait être subordonnée leur transmission à la Société Absorbante ont été régulièrement entreprises ou le seront au plus tard à la date de réalisation définitive de la fusion ;
- Que son patrimoine n'est menacé d'aucune mesure d'expropriation ;

- Que le matériel et autres ne sont grevés d'aucune inscription de privilège de vendeur ou de nantissement, étant entendu que, si une telle inscription se révélait du chef de la Société Absorbée, cette dernière devrait immédiatement en rapporter mainlevée et certificat de radiation à ses frais ;

- Que les biens et droits immobiliers apportés ne sont grevés d'aucun privilège, ni hypothèque ou sûreté réelle, étant entendu que, si une telle inscription se révélait du chef de la Société Absorbée, cette dernière devrait en rapporter mainlevée et certificat de radiation à ses frais ;

- Que tous les livres de comptabilité qui se réfèrent auxdites années ont fait l'objet d'un inventaire par les parties qui les ont visés ;

- Que la Société Absorbée s'oblige à remettre et à livrer à la Société Absorbante, aussitôt après la réalisation définitive de la présente fusion, les livres, documents et pièces comptables inventoriés.

### 12.2. DÉCLARATIONS GÉNÉRALES DE LA SOCIÉTÉ ABSORBANTE

**Monsieur Alain CHATEL, ès-qualités, déclare :**

- Que la Société Absorbante n'est pas et n'a jamais été en état de cessation des paiements, en situation de redressement ou de liquidation judiciaires, ne fait l'objet d'aucune procédure de sauvegarde et qu'elle a, de manière générale, la pleine capacité de disposer de ses droits et biens ;

- Qu'elle a la capacité et a obtenu les autorisations nécessaires de ses organes sociaux compétents pour signer et exécuter le présent traité de fusion ;

- Qu'elle a la capacité et remplit les conditions légales pour exercer l'ensemble des activités de la Société Absorbée.

## 13. DÉCLARATIONS FISCALES ET SOCIALES

### 13.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Les représentants des deux sociétés soussignées obligent celles-ci à se conformer à toutes dispositions légales en vigueur en ce qui concerne les déclarations à faire pour le paiement de l'impôt sur les sociétés et de toutes autres impositions et taxes résultant de la réalisation définitive de la présente fusion, dans le cadre de ce qui sera dit ci-après.

### 13.2. IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS

13.2.1. Ainsi qu'il en est convenu ci-dessus, les parties ont décidé de conférer à la fusion un effet rétroactif comptable et fiscal au 1er janvier 2023.

13.2.2. En conséquence, les résultats bénéficiaires et déficitaires produits depuis cette date par l'exploitation de la Société Absorbée seront englobés dans les résultats imposables de la Société Absorbante.

13.2.3. Les représentants des sociétés absorbée et absorbante rappellent que la Société Absorbante détient la totalité des actions représentant la totalité du capital de la Société Absorbée et que la fusion constitue une opération de restructuration interne. Les apports seront transcrits à la valeur comptable dans les écritures de la Société Absorbée, retenue à la date du 31 décembre 2022, conformément aux articles 710-1 et 720-1 du Plan Comptable Général.

13.2.4. Les sociétés J. CHATEL et FINANCIERE CHATEL sont deux personnes morales soumises à l'impôt sur les sociétés en France. Les soussignés, ès-qualités, déclarent soumettre la présente fusion au régime fiscal de faveur prévu à l'article 210 A du Code général des impôts.

13.2.5. À ce titre, la Société Absorbante s'engage expressément à respecter l'ensemble des engagements prévus à l'article 210 A du CGI, et notamment :

- à reprendre à son passif les provisions dont l'imposition est différée chez la Société Absorbée et qui ne deviennent pas sans objet du fait de l'opération de fusion, y compris les réserves réglementées figurant au bilan de cette société (CGI, art. 210 A-3. a.) ;

- à se substituer à la Société Absorbée pour la réintégration des résultats dont la prise en compte avait été différée pour l'imposition de cette dernière (CGI, art. 210 A-3. b.) ;

- à calculer les plus-values réalisées ultérieurement à l'occasion de la cession des immobilisations non amortissables reçues en apport d'après la valeur qu'avaient ces biens, du point de vue fiscal, dans les écritures de la Société Absorbée (CGI, art. 210 A-3. c.) ;

- à réintégrer, par parts égales, dans ses bénéfices soumis à l'impôt sur les sociétés dans les délais et conditions fixés à l'article 210 A-3. d. du Code général des impôts, les plus-

values dégagées lors de l'apport des biens amortissables. Toutefois, la cession d'un des biens amortissables apportés entraîne l'imposition immédiate de la fraction de la plus-value afférente à ce bien qui n'a pas encore été réintégrée. En contrepartie, les amortissements et les plus-values ultérieurs afférents aux éléments amortissables sont calculés d'après la valeur qui leur a été attribuée lors de l'apport ;

- à inscrire à son bilan les éléments autres que les immobilisations pour la valeur qu'ils avaient, du point de vue fiscal, dans les écritures de la Société Absorbée ou, à défaut, à comprendre dans ses résultats de l'exercice de la fusion le profit correspondant à la différence entre la nouvelle valeur de ces éléments et la valeur qu'ils avaient, du point de vue fiscal, dans les écritures de la Société Absorbée (CGI, art. 210 A-3. e.) ;

- l'ensemble des apports étant transmis sur la base de leur valeur nette comptable, à reprendre à son bilan les écritures comptables de la Société Absorbée relatives aux éléments apportés (valeur d'origine, amortissements, provisions pour dépréciation) et continuer de calculer les dotations aux amortissements à partir de la valeur d'origine qu'avaient les biens dans les écritures de la Société Absorbée (BOI-IS-FUS-30-20 n° 10).

13.2.6. La Société Absorbante s'engage par ailleurs à respecter les engagements déclaratifs suivants, pour autant qu'ils trouvent à s'appliquer :

- joindre à sa déclaration annuelle de résultat au titre de l'exercice au cours duquel est réalisée la fusion et, en tant que de besoin, des exercices suivants, un état de suivi des valeurs fiscales visé à l'article 54 septies du Code général des impôts et à l'article 38 quindecies de l'Annexe III du Code général des impôts ;

- tenir, le cas échéant, le registre de suivi des plus-values sur biens non amortissables et dont l'imposition a été reportée, prévu à l'article 54 septies, II du Code général des impôts.

13.2.7. La Société Absorbée établira dans un délai de quarante-cinq (45) jours suivant la date de réalisation de la fusion, une déclaration de cessation d'activité prévue à l'article 201 du Code général des impôts.

## 13.3. DROITS D'ENREGISTREMENT

Le présent projet est exonéré de droits d'enregistrement en application du décret n° 2020-623 du 22 mai 2020 relatif à l'application du régime spécial des fusions, scissions et apports partiels d'actif aux opérations entre certaines sociétés liées.

## 13.4. TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE

Les soussignés constatent que la présente opération de fusion constitue la transmission sous forme d'apport à une société d'une universalité totale de biens au sens de l'article 257 bis du Code général des impôts. En conséquence, sont dispensés de TVA les apports de marchandises, de biens mobiliers corporels et incorporels d'investissement, d'immeubles et de terrains à bâtir.

Les sociétés J. CHATEL et FINANCIERE CHATEL déclareront le montant total hors taxe des actifs transmis sur la ligne "Autres opérations non-imposables" de la déclaration de TVA souscrite au titre de la période au cours de laquelle la fusion est réalisée.

Conformément à l'article 257 bis précité, la Société Absorbante continuera la personne de la Société Absorbée et devra, le cas échéant, opérer les régularisations du droit à

déduction et les taxations de cessions ou de livraisons à soi-même qui deviendraient exigibles postérieurement à la fusion et qui auraient en principe incombé à la Société Absorbée si elle avait continué à exploiter.

En outre, la Société Absorbante continuera la personne de la Société Absorbée et devra, si elle réalise des opérations dont la base d'imposition est assise sur la marge en application du e du 1 de l'article 266, de l'article 268 ou de l'article 297 A du Code général des impôts, la calculer en retenant au deuxième terme de la différence, le montant qui aurait été celui retenu par la Société Absorbée si elle avait réalisé l'opération.

La Société Absorbante s'engage à adresser au Service des impôts dont elle dépend une déclaration en double exemplaire faisant référence au présent traité de fusion, dans laquelle elle indiquera le montant du crédit de TVA qui lui serait le cas échéant transféré.

### 13.5. AUTRES TAXES

La Société Absorbante sera subrogée dans les droits et obligations de la Société Absorbée au titre de la déclaration et du paiement de toute taxe, cotisation ou impôt restant éventuellement dus par cette dernière au jour de sa dissolution.

### 13.6. CFE

L'année de la fusion, la CFE relative aux établissements apportés par la Société Absorbée reste due pour l'année entière par cette dernière. La Société Absorbante supportera la CFE sur ces établissements à compter de l'année suivant la réalisation de la fusion.

### 13.7. CVAE

La Société Absorbée reste redevable de la CVAE sur la valeur ajoutée qu'elle a produite depuis l'ouverture de l'exercice en cours à la Date de Réalisation de la fusion jusqu'à cette date. Il en est ainsi même si les parties ont conféré un effet rétroactif à l'opération. Le taux de la CVAE est déterminé en fonction du chiffre d'affaires qu'elle a réalisé au cours de la période considérée, ajusté pour correspondre à une année pleine (CGI, art. 1586 quinquies, II).

La Société Absorbante doit pour sa part calculer sa valeur ajoutée donnant prise à la CVAE au titre de l'année de la fusion en incorporant celle produite par les établissements transférés depuis la Date de Réalisation de la fusion.

### 13.8. OPERATIONS ANTERIEURES - SUBROGATION GENERALE

Le cas échéant, la Société Absorbante s'engage à reprendre en tant que de besoin, le bénéfice et/ou la charge de tous engagements de nature fiscale relatifs aux éléments d'actifs lui étant transmis dans le cadre de la présente fusion, qui auraient pu être antérieurement souscrits par la Société Absorbée à l'occasion d'opérations ayant bénéficié d'un régime fiscal de faveur en matière de droits d'enregistrement, d'impôt sur les sociétés ou de taxes sur le chiffre d'affaires, et notamment à l'occasion d'opérations de fusion ou d'apports partiels d'actifs soumises aux dispositions des articles 210 A et 210 B du Code général des impôts.

## 14. DATE D'EFFET JURIDIQUE DE LA FUSION

Conformément aux dispositions de l'article L. 236-11 du Code de commerce, il n'y aura pas lieu à approbation de la fusion par les associés de la Société Absorbante, ni par l'associée unique de la Société Absorbée.

En outre, Monsieur Alain CHATEL déclare qu'à sa connaissance, les associés de la Société Absorbante n'envisagent pas, à la date des présentes, d'user de la faculté offerte par l'article susvisé de demander en justice la désignation d'un mandataire aux fins de convoquer l'Assemblée Générale Extraordinaire de la Société Absorbante pour qu'elle se prononce sur l'approbation de la fusion.

En conséquence, les sociétés J. CHATEL et FINANCIERE CHATEL conviennent que l'opération de fusion objet des présentes sera effective et deviendra définitive à la date du 27 décembre 2023 à minuit sous réserve que la publicité prescrite par l'article L. 236-6, alinéa 2 du Code de commerce ait été réalisée trente (30) jours au moins avant cette date (la « **Date de Réalisation Définitive de la Fusion** » ou la « **Date de Réalisation** »). A défaut, elle sera réalisée le lendemain de l'expiration du délai d'opposition des créanciers prévu à l'article R. 236-8 du Code de commerce.

La Société Absorbée se trouvera dissoute de plein droit par le seul fait et à compter du jour de la réalisation définitive de la fusion.

Il ne sera procédé à aucune opération de liquidation du fait de la transmission à la Société Absorbante de la totalité de l'actif et du passif de la Société Absorbée.

## 15. STIPULATIONS DIVERSES

### 15.1. POUVOIRS - FORMALITÉS

La Société Absorbante remplira, dans les délais légaux, toutes formalités légales de publicité et dépôts légaux relatives aux apports.
La Société Absorbante fera son affaire personnelle des déclarations et formalités nécessaires auprès de toutes administrations qu'il appartiendra, pour faire mettre à son nom les biens apportés.

La Société Absorbante fera également son affaire personnelle, le cas échéant, des significations devant être faites conformément à l'article 1690 du Code civil aux débiteurs des créances apportées.

La Société Absorbante remplira, d'une manière générale, toutes formalités nécessaires, en vue de rendre opposable aux tiers la transmission des biens et droits mobiliers à elle apportés.

La Société Absorbée faisant apport à la Société Absorbante de biens et droits mobiliers et immobiliers, le présent traité ou un extrait de cet acte, et éventuellement, tous actes postérieurs qui s'y rapportent, feront l'objet, dès la réalisation définitive de la fusion, à la diligence de la Société Absorbante, d'un dépôt au rang des minutes d'un notaire, avec reconnaissance d'écritures et de signatures, afin que cet acte acquiert tous les effets d'un acte authentique, comme s'il avait été établi dès l'origine dans la forme notariée ; le notaire établira les origines de propriété des biens et droits immobiliers transmis et en fera une plus ample désignation.

En vue de l'accomplissement des formalités de publicité foncière, tous pouvoirs sont donnés à tous clercs habilités de l'étude notariale désignée par la Société Absorbée à l'effet de dresser et signer tous actes complémentaires établissant la désignation et l'origine de propriété des biens et

droits immobiliers transmis, et mettre la désignation desdits biens et droits immobiliers en concordance avec tous documents hypothécaires et cadastraux.

Le représentant de la Société Absorbée déclare désister purement et simplement celle-ci de tous droits de privilège et d'action résolutoire pouvant profiter à ladite société, sur les biens ci-dessus apportés, pour garantir l'exécution des charges et conditions imposées à la Société Absorbante, aux termes du présent traité.

La Société Absorbée remettra à la Société Absorbante lors de la réalisation définitive de la fusion, les originaux des actes constitutifs et modificatifs de la Société Absorbée, ainsi que les livres de comptabilité, les titres de propriété, les attestations relatives aux valeurs mobilières, la justification de la propriété des parts et tous contrats, archives, pièces ou autres documents relatifs aux biens et droits apportés.

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait des présentes pour effectuer tous dépôts, mentions ou publications où besoin sera, ainsi que, plus généralement, pour effectuer toutes formalités qui s'avéreraient nécessaires dans le cadre de la réalisation de la fusion et, notamment, les dépôts au Greffe du Tribunal de Commerce.

Les sociétés participantes s'engagent à donner les signatures nécessaires à l'accomplissement de toutes formalités relatives à l'opération projetée.

### 15.2. FRAIS ET DROITS

Tous les frais, droits et honoraires auxquels donne ouverture la fusion, ainsi que tous ceux qui en seront la suite et la conséquence, seront supportés par la Société Absorbante, ainsi que son représentant l'y oblige.

### 15.3. AFFIRMATION DE SINCÉRITÉ

Les Parties affirment, sous les peines édictées par l'article 1837 du Code général des impôts, que l'acte exprime l'intégralité de la rémunération de l'apport et reconnaissent être informés des sanctions encourues en cas d'inexactitude de cette affirmation.

### 15.4. ÉLECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes et leurs suites, les Parties font élection de domicile en leurs sièges sociaux respectifs tels que figurant en tête des présentes.

### 15.5. ANNEXES

Les annexes auxquelles il est fait référence dans le présent acte font partie intégrante de cet acte et forment un tout indivisible avec celui-ci.

Les annexes sont les suivantes :

**Annexe 1** : comptes de la Société Absorbée et de la Société Absorbante au 31/12/2022

**Annexe 2** : état des inscriptions

### 15.6. DROIT APPLICABLE - REGLEMENT DES LITIGES

Le présent traité de fusion et les opérations qu'il décrit sont soumis au droit français.

Tout litige qui pourrait survenir entre les parties relatif à la validité, l'interprétation ou l'exécution, du traité de fusion sera soumis à la compétence exclusive des tribunaux du ressort de la cour d'appel de Saint Denis (La Réunion).

Fait à Saint-Denis
Le 18 décembre 2023
En huit exemplaires

Pour la société
SARL FINANCIERE CHATEL
Monsieur Alain CHATEL

Pour la société
SA J. CHATEL
Monsieur Jean CHATEL

**Annexe 1 : comptes de la Société Absorbée et de la Société Absorbante au 31/12/2022**

# Bilan Actif

**J.CHATEL S.A**

Période du 01/01/22 au 31/12/22
Edition du 30/05/23
Devise d'édition EURO

| RUBRIQUES | BRUT | Amortissements | Net (N) 31/12/2022 | Net (N-1) 31/12/2021 |
|---|---|---|---|---|
| CAPITAL SOUSCRIT NON APPELÉ | | | | |
| IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | | | | |
| Frais d'établissement | | | | |
| Frais de développement | | | | |
| Concession, brevets et droits similaires | | | | |
| Fonds commercial | | | | |
| Autres immobilisations incorporelles | | | | |
| Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles | | | | |
| **TOTAL immobilisations incorporelles :** | | | | |
| IMMOBILISATIONS CORPORELLES | | | | |
| Terrains | 125 647 | | 125 647 | 125 647 |
| Constructions | 767 387 | 525 585 | 241 803 | 439 119 |
| Installations techniques, matériel et outillage industriel | | | | |
| Autres immobilisations corporelles | | | | |
| Immobilisations en cours | | | | |
| Avances et acomptes | | | | |
| **TOTAL immobilisations corporelles :** | **893 035** | **525 585** | **367 450** | **564 766** |
| IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES | | | | |
| Participations évaluées par mise en équivalence | | | | |
| Autres participations | 7 890 793 | 70 000 | 7 820 793 | 7 820 793 |
| Créances rattachées à des participations | 87 450 | | 87 450 | 326 984 |
| Autres titres immobilisés | 51 436 | | 51 436 | 51 436 |
| Prêts | | | | |
| Autres immobilisations financières | 10 000 | | 10 000 | 10 000 |
| **TOTAL immobilisations financières :** | **8 039 679** | **70 000** | **7 969 679** | **8 209 213** |
| **ACTIF IMMOBILISÉ** | **8 932 713** | **595 585** | **8 337 129** | **8 773 980** |
| STOCKS ET EN-COURS | | | | |
| Matières premières et approvisionnement | | | | |
| Stocks d'en-cours de production de biens | | | | |
| Stocks d'en-cours production de services | | | | |
| Stocks produits intermédiaires et finis | | | | |
| Stocks de marchandises | | | | |
| **TOTAL stocks et en-cours :** | | | | |
| CRÉANCES | | | | |
| Avances, acomptes versés sur commandes | 3 048 | | 3 048 | 3 048 |
| Créances clients et comptes rattachés | | | | |
| Autres créances | 348 261 | | 348 261 | 343 359 |
| Capital souscrit et appelé, non versé | | | | |
| **TOTAL créances :** | **351 309** | | **351 309** | **346 406** |
| DISPONIBILITÉS ET DIVERS | | | | |
| Valeurs mobilières de placement | | | | |
| Disponibilités | 1 319 928 | | 1 319 928 | 909 432 |
| Charges constatées d'avance | | | | |
| **TOTAL disponibilités et divers :** | **1 319 928** | | **1 319 928** | **909 432** |
| **ACTIF CIRCULANT** | **1 671 237** | | **1 671 237** | **1 255 838** |
| Frais d'émission d'emprunts à étaler | | | | |
| Primes remboursement des obligations | | | | |
| Écarts de conversion actif | | | | |
| **TOTAL GÉNÉRAL** | **10 603 951** | **595 585** | **10 008 366** | **10 029 818** |

Comptes annuels annexés au rapport du commissaire aux comptes

© Sage

# Bilan Passif

**J.CHATEL S.A**

Période du 01/01/22 au 31/12/22
Edition du 30/05/23
Devise d'édition EURO

| RUBRIQUES | | | Net (N) 31/12/2022 | Net (N-1) 31/12/2021 |
|---|---|---|---|---|
| SITUATION NETTE | | | | |
| Capital social ou individuel | dont versé | 251 360 | 251 360 | 251 360 |
| Primes d'émission, de fusion, d'apport, ... | | | 204 022 | 204 022 |
| Écarts de réévaluation | dont écart d'équivalence | | | |
| Réserve légale | | | 27 650 | 27 650 |
| Réserves statutaires ou contractuelles | | | | |
| Réserves réglementées | | | | |
| Autres réserves | | | | |
| Report à nouveau | | | 5 707 232 | 5 696 822 |
| **Résultat de l'exercice** | | | 1 158 976 | 654 519 |
| | | **TOTAL situation nette :** | **7 349 240** | **6 834 374** |
| SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT | | | | |
| PROVISIONS RÉGLEMENTÉES | | | 683 913 | 683 913 |
| | | **CAPITAUX PROPRES** | **8 033 153** | **7 518 286** |
| Produits des émissions de titres participatifs | | | | |
| Avances conditionnées | | | | |
| | | **AUTRES FONDS PROPRES** | | |
| Provisions pour risques | | | | |
| Provisions pour charges | | | | |
| | | **PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES** | | |
| DETTES FINANCIÈRES | | | | |
| Emprunts obligataires convertibles | | | | |
| Autres emprunts obligataires | | | | |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit | | | 121 605 | 362 545 |
| Emprunts et dettes financières divers | | | 1 556 290 | 1 782 057 |
| | | **TOTAL dettes financières :** | **1 677 895** | **2 144 603** |
| AVANCES ET ACOMPTES RECUS SUR COMMANDES EN COURS | | | | |
| DETTES DIVERSES | | | | |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | | | 104 660 | 204 505 |
| Dettes fiscales et sociales | | | | |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | | | |
| Autres dettes | | | 192 659 | 162 423 |
| | | **TOTAL dettes diverses :** | **297 318** | **366 928** |
| PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE | | | | |
| | | **DETTES** | **1 975 213** | **2 511 531** |
| Ecarts de conversion passif | | | | |
| | | **TOTAL GÉNÉRAL** | **10 008 366** | **10 029 818** |

Comptes annuels annexés au rapport du commissaire aux comptes

© Sage

# Compte de Résultat (Première Partie)

**J.CHATEL S.A**

Période du 01/01/22 au 31/12/22
Edition du 30/05/23
Devise d'édition EURO

| RUBRIQUES | France | Export | Net (N) 31/12/2022 | Net (N-1) 31/12/2021 |
|---|---|---|---|---|
| Ventes de marchandises | | | | |
| Production vendue de biens | | | | |
| Production vendue de services | 30 636 | | 30 636 | 47 269 |
| **Chiffres d'affaires nets** | **30 636** | | **30 636** | **47 269** |
| Production stockée | | | | |
| Production immobilisée | | | | |
| Subventions d'exploitation | | | | |
| Reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges | | | | |
| Autres produits | | | 1 | 1 |
| **PRODUITS D'EXPLOITATION** | | | **30 638** | **47 270** |
| CHARGES EXTERNES | | | | |
| Achats de marchandises [et droits de douane] | | | | |
| Variation de stock de marchandises | | | | |
| Achats de matières premières et autres approvisionnements | | | | |
| Variation de stock [matières premières et approvisionnements] | | | | |
| Autres achats et charges externes | | | 440 015 | 662 927 |
| **TOTAL charges externes :** | | | **440 015** | **662 927** |
| IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILÉS | | | 27 042 | 34 779 |
| CHARGES DE PERSONNEL | | | | |
| Salaires et traitements | | | | |
| Charges sociales | | | | |
| **TOTAL charges de personnel :** | | | | |
| DOTATIONS D'EXPLOITATION | | | | |
| Dotations aux amortissements sur immobilisations | | | 32 000 | 55 769 |
| Dotations aux provisions sur immobilisations | | | | |
| Dotations aux provisions sur actif circulant | | | | |
| Dotations aux provisions pour risques et charges | | | | |
| **TOTAL dotations d'exploitation :** | | | **32 000** | **55 769** |
| AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION | | | 2 | 3 |
| **CHARGES D'EXPLOITATION** | | | **499 060** | **753 478** |
| **RÉSULTAT D'EXPLOITATION** | | | **(468 422)** | **(706 208)** |

Comptes annuels annexés au rapport du commissaire aux comptes

© Sage

# Compte de Résultat (Seconde Partie)

**J.CHATEL S.A**

Période du 01/01/22 au 31/12/22
Edition du 30/05/23
Devise d'édition EURO

| RUBRIQUES | Net (N) 31/12/2022 | Net (N-1) 31/12/2021 |
|---|---|---|
| **RÉSULTAT D'EXPLOITATION** | **(468 422)** | **(706 208)** |
| Bénéfice attribué ou perte transférée | | |
| Perte supportée ou bénéfice transféré | | |
| PRODUITS FINANCIERS | | |
| Produits financiers de participation | 1 178 501 | 827 032 |
| Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé | | |
| Autres intérêts et produits assimilés | | 100 000 |
| Reprises sur provisions et transferts de charges | | |
| Différences positives de change | | |
| Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement | | |
| | **1 178 501** | **927 032** |
| CHARGES FINANCIÈRES | | |
| Dotations financières aux amortissements et provisions | | |
| Intérêts et charges assimilées | 38 825 | 41 654 |
| Différences négatives de change | | |
| Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement | | |
| | **38 825** | **41 654** |
| **RÉSULTAT FINANCIER** | **1 139 676** | **885 378** |
| **RÉSULTAT COURANT AVANT IMPOTS** | **671 254** | **179 170** |
| PRODUITS EXCEPTIONNELS | | |
| Produits exceptionnels sur opérations de gestion | 59 | 1 956 |
| Produits exceptionnels sur opérations en capital | 665 000 | 674 000 |
| Reprises sur provisions et transferts de charges | | |
| | **665 059** | **675 956** |
| CHARGES EXCEPTIONNELLES | | |
| Charges exceptionnelles sur opérations de gestion | 4 240 | 186 |
| Charges exceptionnelles sur opérations en capital | 165 316 | 200 421 |
| Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions | | |
| | **169 556** | **200 606** |
| **RÉSULTAT EXCEPTIONNEL** | **495 503** | **475 350** |
| Participation des salariés aux résultats de l'entreprise | | |
| Impôts sur les bénéfices | 7 781 | |
| **TOTAL DES PRODUITS** | **1 874 198** | **1 650 258** |
| **TOTAL DES CHARGES** | **715 222** | **995 739** |
| **BÉNÉFICE OU PERTE** | **1 158 976** | **654 519** |

Comptes annuels annexés au rapport du commissaire aux comptes

© Sage

# Bilan Actif

**FINANCIERE CHATEL SARL**

Période du 01/01/22 au 31/12/22
Edition du
Devise d'édition EURO

| RUBRIQUES | BRUT | Amortissements | Net (N) 31/12/2022 | Net (N-1) 31/12/2021 |
|---|---|---|---|---|
| CAPITAL SOUSCRIT NON APPELÉ | | | | |
| IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | | | | |
| Frais d'établissement | | | | |
| Frais de développement | | | | |
| Concession, brevets et droits similaires | | | | |
| Fonds commercial | | | | |
| Autres immobilisations incorporelles | | | | |
| Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles | | | | |
| **TOTAL immobilisations incorporelles :** | | | | |
| IMMOBILISATIONS CORPORELLES | | | | |
| Terrains | | | | |
| Constructions | | | | |
| Installations techniques, matériel et outillage industriel | | | | |
| Autres immobilisations corporelles | 4 745 | 4 745 | | |
| Immobilisations en cours | | | | |
| Avances et acomptes | | | | |
| **TOTAL immobilisations corporelles :** | **4 745** | **4 745** | | |
| IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES | | | | |
| Participations évaluées par mise en équivalence | | | | |
| Autres participations | 3 313 092 | | 3 313 092 | 3 313 092 |
| Créances rattachées à des participations | | | | |
| Autres titres immobilisés | | | | |
| Prêts | | | | |
| Autres immobilisations financières | 30 820 | | 30 820 | 30 500 |
| **TOTAL immobilisations financières :** | **3 343 912** | | **3 343 912** | **3 343 592** |
| **ACTIF IMMOBILISÉ** | **3 348 657** | **4 745** | **3 343 912** | **3 343 592** |
| STOCKS ET EN-COURS | | | | |
| Matières premières et approvisionnement | | | | |
| Stocks d'en-cours de production de biens | | | | |
| Stocks d'en-cours production de services | | | | |
| Stocks produits intermédiaires et finis | | | | |
| Stocks de marchandises | | | | |
| **TOTAL stocks et en-cours :** | | | | |
| CRÉANCES | | | | |
| Avances, acomptes versés sur commandes | | | | |
| Créances clients et comptes rattachés | 119 394 | | 119 394 | 195 522 |
| Autres créances | 248 564 | | 248 564 | 189 080 |
| Capital souscrit et appelé, non versé | | | | |
| **TOTAL créances :** | **367 958** | | **367 958** | **384 602** |
| DISPONIBILITÉS ET DIVERS | | | | |
| Valeurs mobilières de placement | | | | |
| Disponibilités | 24 186 | | 24 186 | 44 803 |
| Charges constatées d'avance | | | | |
| **TOTAL disponibilités et divers :** | **24 186** | | **24 186** | **44 803** |
| **ACTIF CIRCULANT** | **392 144** | | **392 144** | **429 405** |
| Frais d'émission d'emprunts à étaler | | | | |
| Primes remboursement des obligations | | | | |
| Écarts de conversion actif | | | | |
| **TOTAL GÉNÉRAL** | **3 740 801** | **4 745** | **3 736 055** | **3 772 997** |

© Sage

# Bilan Passif

**FINANCIERE CHATEL SARL**

Période du 01/01/22 au 31/12/22
Edition du
Devise d'édition EURO

| RUBRIQUES | | | Net (N) 31/12/2022 | Net (N-1) 31/12/2021 |
|---|---|---|---|---|
| SITUATION NETTE | | | | |
| Capital social ou individuel | dont versé | 8 000 | 8 000 | 8 000 |
| Primes d'émission, de fusion, d'apport, ... | | | | |
| Écarts de réévaluation | dont écart d'équivalence | | | |
| Réserve légale | | | 800 | 800 |
| Réserves statutaires ou contractuelles | | | | |
| Réserves réglementées | | | | |
| Autres réserves | | | | |
| Report à nouveau | | | 777 044 | 1 176 315 |
| **Résultat de l'exercice** | | | 768 742 | 200 729 |
| | | **TOTAL situation nette :** | **1 554 586** | **1 385 844** |
| SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT | | | | |
| PROVISIONS RÉGLEMENTÉES | | | | |
| | | **CAPITAUX PROPRES** | **1 554 586** | **1 385 844** |
| Produits des émissions de titres participatifs | | | | |
| Avances conditionnées | | | | |
| | | **AUTRES FONDS PROPRES** | | |
| Provisions pour risques | | | | |
| Provisions pour charges | | | | |
| | | **PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES** | | |
| DETTES FINANCIÈRES | | | | |
| Emprunts obligataires convertibles | | | | |
| Autres emprunts obligataires | | | | |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit | | | 6 132 | 11 233 |
| Emprunts et dettes financières divers | | | 843 609 | 877 590 |
| | | **TOTAL dettes financières :** | **849 741** | **888 823** |
| AVANCES ET ACOMPTES RECUS SUR COMMANDES EN COURS | | | | |
| DETTES DIVERSES | | | | |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | | | 6 179 | 5 698 |
| Dettes fiscales et sociales | | | 769 035 | 936 117 |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | | | |
| Autres dettes | | | 556 515 | 556 515 |
| | | **TOTAL dettes diverses :** | **1 331 729** | **1 498 330** |
| PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE | | | | |
| | | **DETTES** | **2 181 469** | **2 387 153** |
| Ecarts de conversion passif | | | | |
| | | **TOTAL GÉNÉRAL** | **3 736 055** | **3 772 997** |

© Sage

# Compte de Résultat (Première Partie)

**FINANCIERE CHATEL SARL**

Période du 01/01/22 au 31/12/22
Edition du
Devise d'édition EURO

| RUBRIQUES | France | Export | Net (N) 31/12/2022 | Net (N-1) 31/12/2021 |
|---|---|---|---|---|
| Ventes de marchandises | | | | |
| Production vendue de biens | | | | |
| Production vendue de services | 989 371 | | 989 371 | 1 218 289 |
| **Chiffres d'affaires nets** | **989 371** | | **989 371** | **1 218 289** |
| Production stockée | | | | |
| Production immobilisée | | | | |
| Subventions d'exploitation | | | | |
| Reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges | | | 22 212 | 22 570 |
| Autres produits | | | 1 | 5 |
| **PRODUITS D'EXPLOITATION** | | | **1 011 584** | **1 240 865** |
| CHARGES EXTERNES | | | | |
| Achats de marchandises [et droits de douane] | | | | |
| Variation de stock de marchandises | | | | |
| Achats de matières premières et autres approvisionnements | | | | |
| Variation de stock [matières premières et approvisionnements] | | | | |
| Autres achats et charges externes | | | 85 744 | 82 117 |
| **TOTAL charges externes :** | | | **85 744** | **82 117** |
| IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILÉS | | | 16 095 | 15 021 |
| CHARGES DE PERSONNEL | | | | |
| Salaires et traitements | | | 587 151 | 796 333 |
| Charges sociales | | | 204 621 | 322 906 |
| **TOTAL charges de personnel :** | | | **791 772** | **1 119 239** |
| DOTATIONS D'EXPLOITATION | | | | |
| Dotations aux amortissements sur immobilisations | | | | 1 849 |
| Dotations aux provisions sur immobilisations | | | | |
| Dotations aux provisions sur actif circulant | | | | |
| Dotations aux provisions pour risques et charges | | | | |
| **TOTAL dotations d'exploitation :** | | | | **1 849** |
| AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION | | | 12 | 12 |
| **CHARGES D'EXPLOITATION** | | | **893 623** | **1 218 239** |
| **RÉSULTAT D'EXPLOITATION** | | | **117 961** | **22 626** |

© Sage

# Compte de Résultat (Seconde Partie)

**FINANCIERE CHATEL SARL**

Période du 01/01/22 au 31/12/22
Edition du
Devise d'édition EURO

| RUBRIQUES | Net (N) 31/12/2022 | Net (N-1) 31/12/2021 |
|---|---|---|
| **RÉSULTAT D'EXPLOITATION** | **117 961** | **22 626** |
| Bénéfice attribué ou perte transférée | | |
| Perte supportée ou bénéfice transféré | | |
| PRODUITS FINANCIERS | | |
| Produits financiers de participation | 643 413 | 172 623 |
| Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé | | |
| Autres intérêts et produits assimilés | | |
| Reprises sur provisions et transferts de charges | | |
| Différences positives de change | | |
| Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement | | |
| | **643 413** | **172 623** |
| CHARGES FINANCIÈRES | | |
| Dotations financières aux amortissements et provisions | | |
| Intérêts et charges assimilées | 413 | 1 248 |
| Différences négatives de change | | |
| Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement | | |
| | **413** | **1 248** |
| **RÉSULTAT FINANCIER** | **643 000** | **171 375** |
| **RÉSULTAT COURANT AVANT IMPOTS** | **760 961** | **194 001** |
| PRODUITS EXCEPTIONNELS | | |
| Produits exceptionnels sur opérations de gestion | | 598 |
| Produits exceptionnels sur opérations en capital | | |
| Reprises sur provisions et transferts de charges | | |
| | | **598** |
| CHARGES EXCEPTIONNELLES | | |
| Charges exceptionnelles sur opérations de gestion | | 200 |
| Charges exceptionnelles sur opérations en capital | | |
| Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions | | |
| | | **200** |
| **RÉSULTAT EXCEPTIONNEL** | | **398** |
| Participation des salariés aux résultats de l'entreprise | | |
| Impôts sur les bénéfices | (7 781) | (6 331) |
| **TOTAL DES PRODUITS** | **1 654 997** | **1 414 085** |
| **TOTAL DES CHARGES** | **886 255** | **1 213 356** |
| **BÉNÉFICE OU PERTE** | **768 742** | **200 729** |

© Sage

**Annexe 2 : État des inscriptions au 6 novembre 2023**

GREFFE DU TRIBUNAL
DE COMMERCE
SAINT DENIS DE LA REUNION

# Etat certifié d'inscription(s)

Du chef de : J. **CHATEL**
Adresse : **10 Rue de Nice 97400 SAINT-DENIS**
N° unique d'identification : **322099078**
Ainsi dénommé(e), qualifié(e), domicilié(e) et orthographié(e), et non autrement.

## État des inscriptions de nantissements (conventionnels et judiciaires) du fonds de commerce

Articles L. 142-3 et R. 521-2, 4° du code de commerce

Le greffier soussigné certifie qu'il n'existe du chef de la personne physique ou morale sur laquelle l'information a été demandée, aucune inscription de privilège de nantissement de fonds de commerce (Articles L. 143-16 et suivants et R. 143-6 et suivants du code de commerce).

## État des inscriptions du privilège de nantissement judiciaire

Le greffier soussigné certifie qu'il n'existe du chef de la personne physique ou morale sur laquelle l'information a été demandée, aucune inscription de privilège de nantissement judiciaire (Articles L. 531-1 et suivants et R. 531-1 et suivants du code des procédures civiles d'exécution).

## État des inscriptions du privilège de nantissement sur fonds artisanal

Le greffier soussigné certifie qu'il n'existe du chef de la personne physique ou morale sur laquelle l'information a été demandée, aucune inscription de privilège de nantissement de fonds artisanal (loi du 05 juillet 1996).

## État des inscriptions du privilège de nantissement sur fonds agricole

Le greffier soussigné certifie qu'il n'existe du chef de la personne physique ou morale sur laquelle l'information a été demandée, aucune inscription de privilège de nantissement de fonds agricole (article L311-3 du code rural et de la pêche maritime).

## État des inscriptions de privilèges du vendeur de fonds de commerce

Articles L. 141-6 du code de commerce et R. 521-2, 3° du code de commerce

Le greffier soussigné certifie qu'il n'existe du chef de la personne physique ou morale sur laquelle l'information a été demandée, aucune inscription de privilège de vendeur de fonds de commerce (Articles L. 143-16 et suivants et R. 143-6 et suivants du code de commerce).

## État des inscriptions du privilège de nantissement d'outillage et matériel d'équipement

Le greffier soussigné certifie qu'il n'existe du chef de la personne physique ou morale sur laquelle l'information a été demandée, aucune inscription de privilège de nantissement d'outillage et matériel d'équipement (Articles L. 525-1 et suivants et R. 525-1 et suivants du code de commerce).

## État des inscriptions de privilèges de la sécurité sociale et des régimes complémentaires

Articles L. 243-5, R. 243-46 du code de la sécurité sociale et R. 521-2, 14° du code de commerce

Le greffier soussigné certifie qu'il n'existe du chef de la personne physique ou morale sur laquelle l'information a été demandée, aucune inscription de privilège général de la sécurité sociale et des régimes complémentaires (Articles L. 243-4 et suivants et R. 243-46 et suivants du code de la sécurité sociale).

## État des inscriptions de privilèges du Trésor

Articles 1929 quater du code général des impôts, 396 bis du code général des impôts, annexe 2, 379 bis du code des douanes et R. 521 - 2, 13° du code de commerce

Le greffier soussigné certifie qu'il n'existe du chef de la personne physique ou morale sur laquelle l'information a été demandée, aucune inscription de privilège général du trésor en matière fiscale (Article 396 bis du code général des impôts, annexe 2).

Pour état conforme au registre tenu au greffe du tribunal de commerce de Saint-Denis-de-La-Réunion
Requis par : SELARL AFFEJEE & ASSOCIES AVOCATS
Arrêté à la date du : 02/11/2023

État des inscriptions de protêts et certificats de non-paiement

Articles L. 511-56, R. 511-4 du code de commerce, R. 131-49 du code monétaire et financier

Le greffier soussigné certifie qu'il n'existe du chef de la personne physique ou morale sur laquelle l'information a été demandée, aucune inscription de protêt (Articles L. 511-52 et suivants et R. 511-2 du code de commerce).

État des certificats de non paiement de chèque

Le greffier soussigné certifie qu'il n'existe du chef de la personne physique ou morale sur laquelle l'information a été demandée, aucun certificat de non-paiement (Articles L. 131-69 et suivants, R. 131-49 et suivants du code monétaire et financier et R. 511-2 et suivants du code de commerce).

État des inscriptions d'opérations de crédit-bail en matière mobilière

Articles L. 313-10, R. 313-4 du code monétaire et financier et R. 521-2, 16° du code de commerce

Le greffier soussigné certifie qu'il n'existe du chef de la personne physique ou morale sur laquelle l'information a été demandée, aucune publication de contrat de crédit bail (en matière mobilière) (décret du 4 juillet 1972).

Contrats de location en matière mobilière

Articles R. 521-2, 12°, L. 624-10 et R. 624-15 du code de commerce

Le greffier soussigné certifie qu'il n'existe du chef de la personne physique ou morale sur laquelle l'information a été demandée, aucune publication de contrat de location (Article L. 624-10 et R. 624-15 du code de commerce).

Clauses de réserve de propriété en matière mobilière

Articles R. 521-2, 12°, L. 624-10 et R. 624-15 du code de commerce

Le greffier soussigné certifie qu'il n'existe du chef de la personne physique ou morale sur laquelle l'information a été demandée, aucune publication de contrat de vente avec clause de réserve de propriété (Article L. 624-10 et R. 624-15 du code de commerce).

État des inscriptions des warrants hôteliers et pétroliers

Articles L. 523-3 et R. 524-1 du code de commerce (abrogés)

Néant

État des inscriptions de mesures d'inaliénabilité

Articles R. 521-2, 11°, R. 626-25, R. 631-35 et R. 642-12 du code de commerce

Le greffier soussigné certifie qu'il n'existe du chef de la personne physique ou morale sur laquelle l'information a été demandée, aucune publication de mesure d'inaliénabilité (Articles L. 626-14 et suivants et R. 626-25 et suivants du code de commerce).

Une copie du jugement prononçant l'inaliénabilité peut être obtenue directement auprès du greffe du tribunal de commerce ayant prononcé la mesure d'inaliénabilité, ou sur le site internet : http://www.infogreffe.fr

État des inscriptions de nantissements judiciaires de parts de sociétés civiles

Articles 53 à 57 du décret n° 78-704 du 3 juillet 1978 (abrogés) Article R. 532 - 3 et s. du code des procédures civiles d'exécution

Le greffier soussigné certifie qu'il n'existe du chef de la personne physique ou morale sur laquelle l'information a été demandée, aucune inscription de privilège de nantissement judiciaire de parts sociales de société civile (Loi 91-650 du 9 juillet 1991 et décret 92-7555 du 31 juillet 1992).

Avertissement : • L'information d'un nantissement judiciaire de parts de société civile publié après le 1er janvier 2022 nécessite la consultation des actes déposés en annexe du RCS du siège de la société dont les parts sont nanties.

État des hypothèques fluviales

Articles R. 4122-3 du code des transports et R. 521-2 9° du code de commerce

Le greffier soussigné certifie qu'il n'existe du chef de la personne physique ou morale sur laquelle l'information a été demandée, aucune inscription d'hypothèque fluviale (loi du 5 juillet 1917 modifiée en 1934, décret du 3 avril 1919 modifié par décret n° 60-1141 du 17 octobre 1940).

Pour état conforme au registre tenu au greffe du tribunal de commerce de Saint-Denis-de-La-Réunion
Requis par : SELARL AFFEJEE & ASSOCIES AVOCATS
Arrêté à la date du : 02/11/2023

GREFFE DU TRIBUNAL
DE COMMERCE
**SAINT DENIS DE LA REUNION**

État des inscriptions de déclarations de créances

Articles L. 141-22 du code de commerce et R. 521-2, 5° du code de commerce

Le greffier soussigné certifie qu'il n'existe du chef de la personne physique ou morale sur laquelle l'information a été demandée, aucune déclaration de créance (Articles L. 141-21, L. 141-22 et R. 143-10 du code de commerce).

État des inscriptions de prêts et délais

Articles L. 622-17, III, 2° et 3°, L. 631-14, R. 622-14 et R. 631-20 du code de commerce

Le greffier soussigné certifie qu'il n'existe du chef de la personne physique ou morale sur laquelle l'information a été demandée, aucun prêt autorisé ni délai de paiement (Articles L. 622.17 III 2° et R. 622-14 du code de commerce).

État des inscriptions de gage des stocks

Le greffier soussigné certifie qu'il n'existe du chef de la personne physique ou morale sur laquelle l'information a été demandée, aucune inscription de privilège de gage des stocks (Articles L. 527-1 et suivants, et R. 521-1 et suivants du code de commerce).

État des inscriptions des arrêtés de traitement de l'insalubrité et de mise en sécurité

Articles L. 541-2 et L. 184-1 du code de la construction et de l'habitation et R. 521-2, 18° du code de commerce

Le greffier soussigné certifie qu'il n'existe du chef de la personne physique ou morale ou de l'adresse sur laquelle l'information a été demandée, aucun arrêté pris en application de l'article L1331-28 du Code de la santé publique, L123-3 ou L511-2 du Code de la construction et de l'habitation (article L541-2 alinéa 2 et L541-3 du Code de la construction et de l'habitation).

État des inscriptions d'hypothèques maritimes (à l'exclusion de celles qui portent sur les navires enregistrés au registre international français)

Articles R. 5114-14-1 du code des transports et R. 521-2, 6° du code de commerce

Néant

Ce résultat est délivré sous réserve de l'exactitude et de l'exhaustivité des données concernant les hypothèques maritimes enregistrées par les services des douanes avant le 1er janvier 2022 et n'engage pas la responsabilité du greffier.

État des inscriptions de gages sans dépossession

Article R. 521-2, 1° du code de commerce Décret n° 2006 - 1804 du 23 décembre 2006(abrogé) hors la catégorie 12 de l'arrêté du 1er février 2007 relatif à la nomenclature visée à l''article 2(6°) du décret n° 2006 - 1804 du 23 décembre 2006

Le greffier soussigné certifie qu'il n'existe du chef de la personne physique ou morale sur laquelle l'information a été demandée, aucune inscription de gage sans dépossession (Décret no 2006-1804 du 23/12/2006)

État des inscriptions de tous actes ou jugements translatifs, constitutifs ou déclaratifs de propriété ou de droits réels portant sur un bateau

Articles L. 4121-2, R. 4121-1 du code des transports et R. 521-2, 8° du code de commerce

Néant

État des inscriptions de nantissements conventionnels de parts sociales (sociétés civiles, SARL, SNC)

Articles 1866 et 2355 du code civil et R. 521-2, 2° du code de commerce Catégorie 12 uniquement de l'arrêté du 1er février 2007 relatif à la nomenclature visée à l''article 2(6°) du décret n° 2006 - 1804 du 23 décembre 2006(abrogé)

Néant

État des inscriptions du privilège de nantissement sur parts sociales de société civile

Le greffier soussigné certifie qu'il n'existe du chef de la personne physique ou morale sur laquelle l'information a été demandée, aucune inscription de privilège de nantissement de parts sociales de société civile (articles 53 à 57 décret du 3 juillet 1978 loi du 4 janvier 1978).

Pour état conforme au registre tenu au greffe du tribunal de commerce de Saint-Denis-de-La-Réunion
Requis par : SELARL AFFEJEE & ASSOCIES AVOCATS
Arrêté à la date du : 02/11/2023

GREFFE DU TRIBUNAL
DE COMMERCE
**SAINT DENIS DE LA REUNION**

État des inscriptions d'actes de saisie de bateaux
Articles R. 4123-6 du code des transports et R. 521-2, 10° du code de commerce
Néant

État des inscriptions d'actes de saisie sur les navires (à l'exclusion de ceux qui portent sur les navires enregistrés au registre international français)
Articles R. 5114-25 du code des transports et R. 521-2, 7° du code de commerce
Néant

État des saisies pénales de fonds de commerce
Articles 706-157 du code de procédure pénale et R. 521-2, 17° du code de commerce
Néant

État des inscriptions de warrants agricoles
Articles L. 342-4, R.342-1 du code rural et de la pêche maritime et R. 521-2, 15° du code de commerce
Néant
Avertissement : • Le présent état ne révèle que les inscriptions prises à compter du 01/01/2023, • Les publicités prises antérieurement au 01/01/2023 demeurent inscrites dans les registres tenus par les tribunaux judiciaires compétents pour les recevoir jusqu'au 31/12/2022.

Fait à Saint-Denis-de-La-Réunion, le 06/11/2023
Le Greffier

